

~~Mr. Bourquin~~

A. VII. 18

boxed

W

Loi du 31. X^{bre} - 1936

taxe de 6% sur la
production

à partir du 1^{er} Février

ÉDITEUR
DES COLLECTIONS
"LES BEAUX-PAYS"
ARTS & PAYSAGES, SITES & MONUMENTS, ETC.

B. ARTHAUD

SUCCESSEUR DES ÉDITIONS J. REY

23 GRANDE-RUE GRENOBLE

CH. POST. LYON c/c 5-84 TÉL. 23-80 ET 23-88 R. C. GRENOBLE 12088
ADRESSE TÉLÉGRAPHIQUE : ARTORE-GRENOBLE

IMPRIMEUR
SPÉCIALITÉ D'IMPRESSION EN
HÉLIOGRAVURE
ET EN HÉLIOCHROMIE

GRENOBLE, LE 15 février 1937

LOI du 31 Décembre 1936
Décret du 27 Janvier 1937
Art. 6, par. A

Je soussigné, Benjamin ARTHAUD Libraire-Editeur, 23, Grande Rue, GRENOBLE, atteste que ma Maison de Commerce a pour but principal : l'Edition et la Vente de livres, d'objets de Papeterie ou assimilés, et de matériel d'enseignement.

Je certifie en outre:

- 1°) que ma Maison ayant pris la position de "Producteurs" est assujettie à la taxe unique de six pour cent.
- 2°) que tous les achats de produits effectués en suspension de la taxe précitée seront pris en charge par ma Comptabilité.

AU CAS OU VOS PRIX INCORPORERAIENT LA DITE TAXE (PRIX IMPOSES OU AUTRES IL Y AURAIT LIEU DE M'EN FAIRE LA RISTOURNE SEPAREMENT SUR CHAQUE FACTURE.

En vous demandant de m'accuser réception de la présente

Veillez agréer, M , mes salutations distinguées.

B. ARTHAUD

Visa des Contributions
Indirectes.

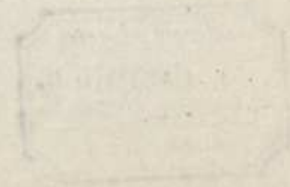


B. ARTHAUD

IMPRIMERIE
HELIOGRAPHIQUE

BOULEVARD DES FILLES DU CALVAIRE 11
23 GRANDE RUE GENÈVE

ÉDITEUR
LES BEAUX-ARTS



LIBRAIRIE STOCK

Delamain et Boutelleau, PARIS

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 1.900.000 FRANCS

ÉDITION et DIRECTION : 7, rue du Vieux-Colombier (6^e)

R. C. S. 161,484 — Chèque postal : 29,860

TÉL. : LITTRÉ 92-33 ET 92-34

à l'INSTITUT NATIONAL DE COOPÉRATION
INTELLECTUELLE

2 Rue Montpensier

E.V.

Attestation fournie en exécution
de la loi du 31 décembre 1936

Nous certifions prendre la qualité de Producteurs et être passibles de la taxe de 6 o/o; les achats de produits en suspension de cette taxe seront pris en charge par nous.

Paris, le II Février 193 7

LIBRAIRIE STOCK, DELAMAIN et BOUTELLEAU

P P_{max}

VISA DE M. LE CONTROLEUR PRINCIPAL
DES CONTRIBUTIONS INDIRECTES :

~~SECRET~~

IMPRIMERIE
TOUTES LES
LANGUES
POLYGLOTTE
EUROPÉENNES
& ORIENTALES
VUIBERT
PROV.
30-51

Paris (x), le 6 Mars 1937
6, rue Martel

Monsieur RISTORCELLI
Institut International de
Coopération Intellectuelle
2, rue Montpensier
P A R I S ler

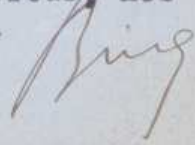
Monsieur,

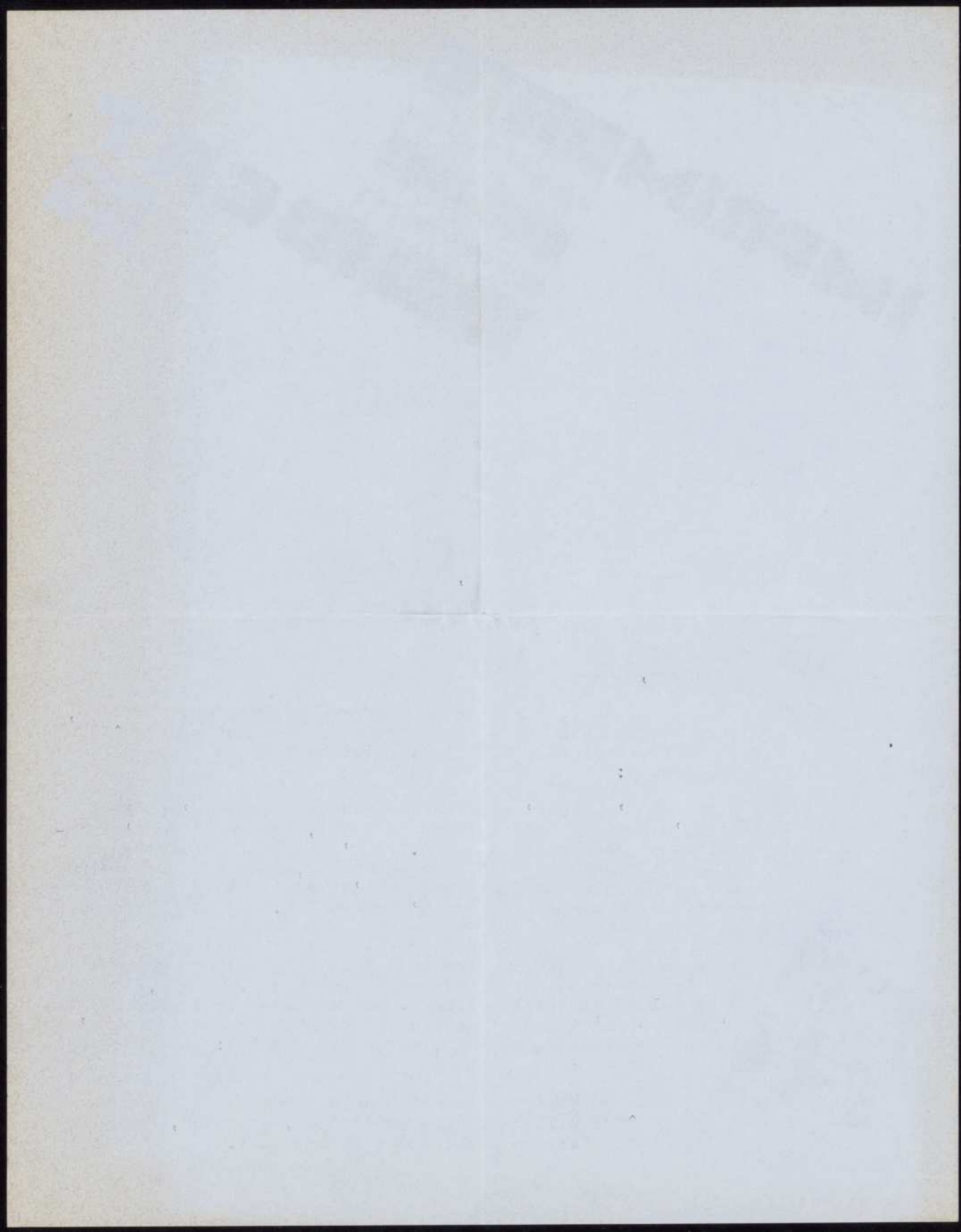
Comme suite à notre conversation de jeudi dernier, nous venons de nous mettre en rapport avec notre contrôleur des Contributions Indirectes. Voici la réponse qui nous a été donnée;

D'après l'ancienne loi sur le Chiffre d'Affaires qui n'a pas été modifiée sur ce point, les affaires d'exportation ne sont pas imposables. Il s'agit donc de savoir si les affaires faites avec une ambassade, un agent consulaire ou une autre personne jouissant de l'exterritorialité sont considérées comme affaires d'exportation.

La réponse à cette question a toujours été négative, à la condition que la livraison soit effectuée en France; (voir Réponse du Ministre des Finances à M. GRINDA, Journal Officiel du 11 février 1932). Les affaires traitées avec l'Institut sont donc imposables et nos factures doivent, d'après la loi du 31 décembre 1936, porter la mention: Taxe perçue pour le Trésor.

Nous espérons que ces renseignements pourront vous être utiles et vous présentons, Monsieur, nos salutations distinguées et dévouées.





OFFERT PAR LES PAPETERIES NAVARRE

LE RÉGIME NOUVEAU DES TAXES A LA PRODUCTION

TITRE I. -- RÉGIME GÉNÉRAL : TAXE A 6 0/0

A. — Qui est soumis au régime de la taxe à 6 0/0 ?

a) Ceux qui sont obligatoirement producteurs :

- Ce sont :
- Pour être obligatoirement producteur :
- 1° Il faut effectuer ou faire effectuer certaines opérations. — L'article 3, paragraphe 4, de la loi du 31 décembre 1936 prévoit que les redevables de la taxe sont les personnes ou sociétés qui effectuent les opérations définies ci-dessous 2°, à titre principal ou à titre accessoire, celles qui se substituent en fait aux fabricants pour effectuer ces opérations et enfin celles qui font effectuer ces opérations par des tiers.
- 2° Il faut effectuer des opérations ayant pour but de donner aux matières premières ou aux produits semi-ouvrés achetés, leur forme définitive et dernière de produits finis, sous laquelle ceux-ci sont vendus directement ou indirectement aux consommateurs en vue de leur utilisation ou de leur consommation. — Ces opérations sont les suivantes :
- Fabrication ou production de produits qui ne sont pas destinés à être revendus en l'état, ou après transformation.
- Les ventes à des producteurs de produits qui ne sont pas destinés à être consommés par le premier usage au cours de la fabrication.
- Les livraisons en gros de produits reçus en suspension de taxe et utilisés pour des usages autres que la vente ou la consommation par le premier usage au cours de la fabrication.
- Les livraisons qu'un producteur se fait à lui-même de produits extraits ou fabriqués par lui et qu'il utilise dans une entreprise une affaire de prestations de service ou de ventes à consommer sur place.
- 3° Les importations taxables :
- Ce sont les importations faites à destination soit d'un consommateur, soit d'un commerçant, en vue de la vente en l'état.
- 4° Opérations qui se font en suspension de taxe :
- Ce sont :
- 1° Les ventes entre producteurs soumis à la taxe de 6 0/0 de produits destinés à la vente en l'état, à la vente après transformation, ou à la consommation par le premier usage au cours de la fabrication.
- 2° Les importations à destination de producteurs soumis à la taxe de 6 0/0 des mêmes produits.

C. — Assiette et perception de la taxe

a) Assiette de la taxe :

- 1° Ventes intérieures. — La charge d'affaires imposable est le montant des ventes autres que celles portant sur des produits exotiques ou que celles faites sous le couvert d'une attestation. Il faut comprendre dans le montant de la vente la taxe, les droits de consommation à la charge de la marchandise, même si ces droits ne sont pas acquittés à l'occasion de la livraison.
- 2° Livraisons faites à lui-même par un producteur de produits reçus en suspension de taxe, et qui utilise pour des usages autres que la vente ou la consommation par le premier usage au cours de la fabrication. — La valeur imposable, dans ce cas, est le prix d'achat de ces produits par le producteur.
- 3° Livraisons faites par lui-même par un producteur de produits extraits ou fabriqués par lui et qu'il utilise dans une entreprise, une affaire de prestations de service ou de vente à consommer sur place. — Dans ce cas, la valeur imposable est le prix normal de vente de produits similaires.
- 4° Echanges. — La valeur imposable est constituée par la valeur des objets reçus, majorés de la soule.
- 5° Livraisons de primes. — La valeur imposable est celle qui est attribuée à ces primes fabriquées par lui, et distribuées à l'occasion de ventes de produits déjà grevés de la taxe, par le commerçant distributeur. La valeur minimum est la valeur commerciale.
- 6° Ventes effectuées par des filiales. — La taxe due est assise non pas sur le prix de vente de la société productrice à la société acheteuse, mais sur le prix de vente appliqué par celle dernière.
- 7° Importations. — La valeur imposable est celle que les marchandises ont dans le lieu et au moment où elles sont présentées à la douane ; y compris les droits d'entrée, les taxes intérieures et les droits perçus cumulativement avec les droits de douane.

b) Déductions possibles :

- 1° Les frais de transport. — On peut déduire du chiffre d'affaires imposable les débours afférents au transport sur territoire français des marchandises vendues à condition qu'il soit justifié de ces débours, et que le transporteur paye la taxe de 2 0/0 sur le prix du transport ou soit exonéré.
- 2° La valeur des emballages consignés et que le client doit restituer.
- 3° 30 0/0 du montant des ventes faites par un producteur dans des magasins de détail lui appartenant.
- 4° Si la vente est effectuée par une société n'ayant pas la qualité de producteur, et qui est la filiale d'une société productrice, ou dont celle-ci est la filiale, la taxe est assise sur le prix de vente de la société acheteuse atténué de 30 0/0 pour les ventes faites par elle dans des magasins de détail lui appartenant. Cette atténuation ne peut pas réduire la base de l'imposition au-dessous du prix de vente de la société productrice à la société acheteuse.

c) Fait générateur :

C'est la livraison des marchandises.

d) Liquidation :

La perception suit les sommes de 1 franc en 1 franc exclusivement et sans fraction.

e) Perception, pénalités, contentieux :

Les règles relatives à l'ancienne taxe sur le chiffre d'affaires restent applicables, sauf sur quelques points particuliers.

D. — Obligations des redevables

a) Facturation :

- 1° Ventes taxables. — La facture doit porter la mention « taxe perçue pour la Trésor ».
- 2° Ventes en suspension de taxe. — Elles doivent se faire avec la mention « marchandises livrées en suspension de la taxe unique ».

b) Attestations :

- 1° Tous les producteurs qui veulent recevoir leurs marchandises en suspension de taxe doivent se faire ouvrir un compte par chacun de leurs fournisseurs, et leur remettre une attestation mentionnant les noms, prénoms et adresses et professions de l'acheteur et du vendeur.

L'attestation certifie que l'acheteur est assujéti à la taxe de 6 0/0 et que ses achats en suspension de taxe seront pris en charge par lui. L'attestation doit être visée par les contributions indirectes ; elle doit être faite en double exemplaire, dont l'un est destiné au dossier fiscal du redevable, elle est valable un an et doit être renouvelée chaque année avant le 15 janvier.

Les producteurs s'approvisionnant auprès d'un très grand nombre de fournisseurs peuvent remplacer les attestations par des papillons, et remettre un « cadre récapitulatif des fournisseurs aux contributions indirectes ».

- 2° Les importateurs qui veulent importer en France leurs marchandises en suspension de taxe, doivent déposer aux bureaux de douane par lesquels ils effectuent leurs importations, une demande générale d'exonération et une attestation pour chaque importation.

- 3° Tous les producteurs qui vendent leurs produits en suspension de taxe doivent soigneusement garder les attestations reçues de leurs clients, car l'administration est en droit d'en demander la représentation, et d'attacher à cette représentation le report d'exigibilité de la taxe.

c) Déclarations :

- 1° Déclaration d'existence. — Cette déclaration doit être faite par tout producteur au bureau du receveur des contributions indirectes dans le ressort duquel il exerce sa profession, au bureau du receveur des douanes s'il est transitaire ou commissionnaire en douane, au bureau du receveur de l'enregistrement s'il est banquier, changeur, escompteur, agent de change, remiseur, courtier, assureur, coadjuteur, d'assurances, courtier maritime, ou s'il exerce une profession se rapportant au commerce des valeurs et de l'argent ou s'il est marchand de biens. Cette déclaration doit être faite avant le 15 mars.
- 2° Déclaration de ceux qui se portent producteurs. (Voir ci-dessus.)
- 3° Déclaration des redevables de la taxe de 6 0/0 dont le chiffre d'une année tombe en dessous de 300.000 francs, et qui demandent à bénéficier du régime de la taxe à 2 0/0. — Cette déclaration se fait au même endroit que la déclaration d'existence et avant le 15 janvier. Elle doit être motivée et accompagnée d'un état détaillé des stocks de marchandises reçus en suspension de la taxe. Le producteur devra acquitter la taxe de 6 0/0 sur le prix d'achat desdites marchandises.
- 4° Déclaration des stocks au 31 janvier 1937. — (Voir ci-dessus régime transitoire.)

d) Comptabilité :

- 1° Les sociétés ayant des filiales sont soumises à une comptabilité particulière, définie par l'article 18 du décret du 27 janvier 1937.
- 2° Tout producteur devra avoir une comptabilité régulière ou un livre spécial faisant ressortir d'une part les ventes taxables à 6 0/0 (désignation de la vente, client, adresse, montant de la vente, destination, montant net taxable), d'autre part, les ventes en suspension de taxe. Les ventes soumises à la taxe de 6 0/0 faites au comptant, mais portant sur les valeurs inférieures à 300 francs, peuvent être inscrites globalement à la fin de chaque journée.
- e) Relevé mensuel, paiement, état spécial pour affaires résiliées ou impayées :
- 1° Relevé mensuel. — Les redevables de la taxe doivent adresser avant le 25 de chaque mois, au bureau du receveur compétent pour recevoir leur déclaration d'existence, un relevé de la comptabilité susindiquée.
- 2° Paiement. — Le paiement des droits est fait au moment de la remise du relevé. Le paiement peut se faire soit en numéraire, chèques postaux, mandat-poste, mandat-carte, virement postal, soit au moyen d'un chèque barré Banque de France, pour les sommes supérieures à 100 francs, soit par obligation cautionnée pour les sommes supérieures à 300 francs, soit enfin par l'acceptation d'une traite.
- 3° Etat spécial des affaires résiliées ou impayées. — Le redevable doit certaines affaires ont été résiliées ou impayées, peuvent joindre à leur relevé mensuel un état spécial ayant pour but de permettre l'imputation de l'impôt sur ses prochains paiements.

TITRE II. -- RÉGIMES SPÉCIAUX

A. — Taxe à 2 0/0

a) Redevables et opérations taxables :

- Sont assujettis à la taxe de 2 0/0 :
- 1° Les producteurs ne vendant que des produits de leur fabrication ou à leur marque lorsque leur chiffre d'affaires annuel est inférieur à 300.000 francs. Ces producteurs effectuent leurs achats grevés de la taxe de 6 0/0, leurs ventes sont passibles de la taxe de 2 0/0.
- 2° Les producteurs ou fabricants en même temps commerçants lorsque le chiffre annuel des ventes de produits fabriqués ou vendus à leur marque est inférieur à 300.000 francs. Ces producteurs effectuent leurs achats grevés de la taxe de 6 0/0, leurs ventes de produits fabriqués ou vendus à leur marque supportent l'impôt de 2 0/0 ; leurs ventes de produits d'achats se font en franchise.
- 3° Les affaires portant sur la consommation sur place. Ainsi sont soumises à la taxe de 2 0/0 les fournitures de repas, les locations de chambres. Les débiteurs de boissons dont le chiffre d'affaires annuel dans le seul commerce des boissons est supérieur à 300.000 francs supportent également l'impôt de 2 0/0 sur toutes les affaires autres que celles portant sur des ventes de vins, cidres, poiré, hydromel, spiritueux, bière, eau minérale, boissons gazeuses, sirops, ces dernières affaires étant expressément exonérées. Les débiteurs de boissons dont le chiffre d'affaires pour le seul commerce des boissons est inférieur à 300.000 francs sont exonérés pour toutes leurs affaires autres que celles ne relevant pas normalement de leur commerce.
- 4° Les prestations et locations de services et en général toutes opérations autres que les ventes, rentrant dans cette catégorie les opérations de commissions, courtage, façon et transport, etc., autres que celles expressément exonérées. (Voir ci-dessus.)
- 5° Les opérations d'entreprise, c'est-à-dire celles des entrepreneurs de travaux ou de constructions. Ceux-ci reçoivent leurs matériaux grevés de la taxe de 6 0/0 ou acquittent cette taxe sur ceux qu'ils se livrent à eux-mêmes. Ils supportent la taxe de 2 0/0 sur la totalité de leurs ventes à l'entreprise.
- 6° Les opérations des marchands de biens et assimilés et les ventes de maisons rentrant dans les catégories prévues par l'article 2 de la loi du 25 mars 1936.
- 7° Les ventes ou importations d'articles d'occasion portant sur des objets anciens d'orfèvrerie, bijouterie, joaillerie, ameublement, curiosités, antiquités, etc. Les ventes de simples particuliers ne sont évidemment frappées que s'ils achètent en vue de la vente. Un même article faisant l'objet de ventes successives supportera la taxe autant de fois qu'il y aura de transactions.
- 8° Les ventes ou importations d'eau, de gaz et d'énergie électrique faites à des exploitants de services publics assurant la distribution de ces produits dans la mesure où elles ne peuvent pas bénéficier de l'exonération visée à l'article 5, 3° du décret du 27 décembre 1931.
- 9° Les mélasses destinées à la nourriture des animaux et les produits mélangés.

b) Assiette et perception de la taxe :

- 1° Assiette. — Le chiffre d'affaires imposable est déterminé par le montant des ventes, échanges ou des livraisons, taxe comprise ou par le montant des courtages, commissions, remises, salaires, primes, etc., et autres produits définitivement acquis.
- 2° Déduction possible. — Peut être déduite comme pour la taxe de 6 0/0 les débours afférents au transport des marchandises vendues.
- 3° Fait générateur. — Pour l'impôt de 2 0/0 le fait générateur est l'écoulement du prix. Toutefois les redevables peuvent être autorisés à acquitter l'impôt d'après les débits ; dans ce cas, le fait générateur est constitué par le débit lui-même.
- 4° Liquidation. — La perception suit les sommes de 1 franc en 1 franc exclusivement et sans fraction.
- 5° Perception, pénalités, contentieux. — Les règles relatives à l'ancienne taxe sur le chiffre d'affaires restent applicables, sauf sur quelques points particuliers.

c) Obligations des redevables :

- 1° Déclarations. — Déclaration d'existence. Tout redevable de la taxe de 2 0/0 même n'ayant pas la qualité de producteur est tenu de déposer avant le 15 mars 1937, au bureau du receveur, une déclaration d'existence (nom, prénoms, domicile, raison sociale, nature des opérations, emplacement de l'établissement).
- Déclaration de ceux qui se portent producteurs (voir régime général).
- Déclaration des redevables assujettis à la taxe de 2 0/0 en raison de leur chiffre d'affaires et du chiffre d'affaires d'une année passée au-dessus de 300.000 francs. Ce redevable doit faire une déclaration avant le 15 janvier, joindre un état des stocks reçus grevés de la taxe de 6 0/0. Ristourne lui sera faite de cette taxe par imputation sur le montant des droits dont il sera ultérieurement redevable.
- 2° Comptabilité. — La comptabilité régulière suffisamment claire, tout redevable de la taxe de 2 0/0 doit tenir un livre spécial et y inscrire au jour le jour le montant de chacune de ses opérations taxables (date, objet ou service rendu ou rendu, prix). Les opérations au comptant pour des valeurs inférieures à 300 francs peuvent être inscrites globalement à la fin de chaque journée. Le montant des opérations inscrites sur le livre sera totalisé à la fin de chaque mois.
- 3° Relevé mensuel, paiement, état spécial pour affaires résiliées ou impayées. — Règles identiques à celles applicables à la taxe à 6 0/0. Cependant, les redevables de l'impôt de 2 0/0 autres que les producteurs peuvent être dispensés de l'obligation du relevé mensuel s'ils ont une installation permanente et s'ils demandent à payer cet impôt sous le régime d'acomptes provisionnels mensuels.

B. — Exonérations

- a) Les professions agricoles, c'est-à-dire les personnes qui accomplissent des actes relevant des professions assujetties à l'impôt sur les bénéfices agricoles.
- b) Les produits agricoles originaires des colonies françaises, des pays de protectorat et territoires sous mandat ou sous tutelle.
- c) Les opérations des artisans n'ayant pas pris la position de producteurs exonérés de la taxe à 6 0/0 en vertu de l'article 3, § 4 de la loi et de la taxe à 2 0/0 en vertu de l'article 5, 3° de la loi.
- d) Les opérations de commission et de courtage portant sur des ventes de marchandises autres que celles soumises à la taxe de 2 0/0 (4° à 9° de l'annexe ci-dessus).
- e) Les opérations de courtage, de commission et de façon entrant dans le processus de distribution et de transformation des marchandises autres que celles soumises à la taxe de 2 0/0 (4° à 9° ci-dessus) antérieurement à la perception de la taxe unique de 6 0/0.
- f) Les importations et les ventes intérieures de boissons de vins, cidres, poiré, hydromel, spiritueux, bière, eau minérale, boissons gazeuses, sirops, ces dernières affaires étant expressément exonérées.
- g) La crème de lait, les beurres et les fromages.
- h) Les affaires de consommation sur place s'appliquant à toutes les boissons non déjà exonérées.

TITRE III. -- RÉGIME TRANSITOIRE

A. — Les anciennes taxes restent applicables aux opérations antérieures au 1^{er} février 1937

La nouvelle loi n'est applicable qu'à partir du 1^{er} février 1937.

- a) Les affaires exonérées par la nouvelle loi ou dont le régime d'imposition a été modifié et qui sont relatives à des produits livrés ou à des services rendus avant cette date, mais non encore réglées à cette date, restent soumises à l'impôt qui leur était applicable au moment de la livraison ou de la prestation de service.
- b) La déclaration et le paiement de l'impôt pour le mois de janvier 1937 se font en respectant les règles relatives à l'ancien impôt. Les redevables se libèrent mensuellement acquittent en février l'impôt afférent à leurs ventes de janvier, les forfaitaires verseront un tiers du montant de leur acompte trimestriel.

Les redevables forfaitaires dont le contrat aura été dénoncé au 31 décembre 1936 par eux-mêmes devront obtenir un nouveau forfait, échelonné, après le 15 janvier seulement, à moins qu'ils n'annulent par une déclaration écrite leur demande de révision.

Les redevables forfaitaires dont le contrat aura été dénoncé au 31 décembre 1936 par l'administration payeront automatiquement leur ancien forfait prorogé pour le mois de janvier.

Il est bien entendu que le régime du forfait n'est plus applicable à partir du 1^{er} février 1937.

B. — Déclaration des stocks au 31 janvier 1937

a) Producteurs placés sous le régime de la taxe à 6 0/0 :

Déclaration avant le 1^{er} mars 1937 au receveur des contributions indirectes. La déclaration doit indiquer par espèces les quantités et valeurs du stock de matières premières ou produits destinés soit à la vente en l'état soit à être transformés en vue de la vente, soit à être consommés par le premier usage au cours de la fabrication.

La valeur à déclarer est le prix d'achat ou de revient. Les redevables pourront être admis à établir leurs déclarations de stocks en appliquant au résultat de leur dernier inventaire les modifications résultant des achats et des ventes effectués postérieurement. Les commerçants effectuant leur inventaire au 31 mars pourront être admis à déposer une déclaration provisoire, sauf à la compléter à la date de l'inventaire annuel. Ne devront pas être compris dans la déclaration :

1° Les matières, produits ou objets non susceptibles d'avoir donné lieu à une imposition quel-

- conque au titre de la taxe sur le chiffre d'affaires, de la taxe à l'importation ou des taxes uniques spéciales.
- 2° Les produits ou objets reçus sous le couvert d'une exonération de la taxe sur le chiffre d'affaires ou de la taxe à l'importation.
- 3° Les produits finis ayant supporté une taxe unique spéciale, et devant à ce titre être considérés comme débitivement libérés.
- 4° Les produits exonérés de la taxe à 6 0/0 (crème de lait, beurres et fromages).
- Mais, devront y être compris tous autres produits, y compris les produits agricoles transformés ou non, les intéressés étant passibles de la taxe à 6 0/0 sur la totalité de leurs ventes.

b) Commerçants, en même temps producteurs, soumis à l'impôt de 2 0/0 sur les ventes des produits de leur fabrication parce que le montant annuel desdites ventes n'excède pas 300.000 francs :

- 1° Cas où ils ne sont pas soumis au régime du forfait. — Déclaration avant le 1^{er} mars 1937. La déclaration doit porter sur les produits achetés pour être revendus en l'état (en effet, les produits de leur fabrication auront à acquitter le nouvel impôt de 2 0/0 ; ils ne pourront donc donner lieu à aucun précompte).

- 2° Cas où ils sont placés sous le régime du forfait. — Aucune déclaration n'est à fournir.

c) Commerçants purs n'ayant pas pris la position de producteurs :

- 1° Cas où ils ne sont pas soumis au régime du forfait. — Déclaration avant le 1^{er} mars 1937. La déclaration doit indiquer par espèces les quantités et valeurs des stocks en sa possession ou en cours de transport au 31 janvier 1937. La valeur à considérer est la valeur commerciale (prix de vente au 31 janvier 1937).

Les redevables se librent à la fois à la vente en gros et à la vente au détail, devront faire une ventilation entre les stocks servant à chacune de ces catégories de ventes se référant à leurs opérations au cours de l'année 1936.

- 2° Cas où ils sont placés sous le régime du forfait : aucune déclaration n'est à fournir.

Établi avec la collaboration de la Société Fiduciaire de Contrôle et de Revision (51, Chaussée d'Antin).

Paris. — Imprimerie du Temps, J. BEYER, 5, rue des Italiens. — 2-1937.

OFFERT PAR LES PAPETERIES NAVARRE

LE RÉGIME NOUVEAU DES TAXES A LA PRODUCTION

TITRE I. -- RÉGIME GÉNÉRAL : TAXE A 6 %

A. — Qui est soumis au régime de la taxe à 6 0/0 ?

a) Ceux qui sont obligatoirement producteurs :

- Ce sont :
- Pour être obligatoirement producteur :
- 1° Il faut effectuer ou faire effectuer certaines opérations. — L'article 3, paragraphe 4, de la loi du 31 décembre 1936 prévoit que les redevables de la taxe sont les personnes ou sociétés qui effectuent les opérations définies ci-dessous 2°, à titre principal ou à titre accessoire, celles qui se substituent en fait aux fabricants pour effectuer ces opérations et enfin celles qui font effectuer ces opérations par des tiers.
- 2° Il faut effectuer des opérations ayant pour but de donner aux matières premières ou aux produits semi-ouvrés achetés, leur forme définitive et dernière de produits finis, sous laquelle ceux-ci sont vendus directement ou indirectement aux consommateurs en vue de leur utilisation ou de leur consommation. — Ces opérations sont les suivantes :
- *Fabrication.* — Fabriquer ou produire cela signifie créer un produit soit qu'on l'extraie du sol ou d'éléments dans lesquels il se trouve incorporé, soit qu'on le constitue avec des éléments divers.
- *Façonnage.* — Façonner c'est adapter un produit, lui faire subir un travail, ou une préparation en vue de l'emploi auquel il sera destiné ultérieurement. Mais le façonnier n'a la qualité de producteur fiscal que si le produit auquel il applique son travail lui appartient.
- *Transformation.* — Transformer s'entend de tout travail consistant à apporter à un produit donné des modifications de forme ou de composition par traitement physique ou chimique par opération manuelle ou mécanique, ou par des opérations de confection ou de manufacture. Peu importe qu'il y ait ou non une ou plusieurs matières premières se retrouvant ou non dans le produit fini.
- *Présentation commerciale du produit.* — La loi et le décret considèrent comme producteurs ceux qui effectuent les opérations de façon ou de transformation en vue de donner au produit la présentation commerciale sous laquelle il sera livré au consommateur pour être utilisé ou consommé par ce dernier, mais ne devient producteur que l'intermédiaire qui s'est effectivement substitué au fabricant pour réaliser la présentation commerciale.
- *Vente sous un nom ou sous une marque.* — Le fait de vendre des produits sous son nom ou sa marque n'attribue la qualité de producteur que s'il confère au produit une valeur particulière susceptible d'augmenter sa valeur commerciale, et s'il prête aux produits, aux yeux de la clientèle, une origine autre que son origine effective.
- 3° Il faut que le montant total des ventes des produits fabriqués, façonnés, transformés, présentés commercialement ou vendus sous leur nom ou leur marque dépasse annuellement 300.000 francs. — Sont soumis au régime de la taxe à 6 0/0, non seulement ceux qui remplissent les conditions ci-dessus, et qui sont uniquement fabricants, façonniers, transformateurs, etc., mais aussi ceux qui sont en même temps commerçants. Il suffit, dans ce deuxième cas, que le montant annuel des ventes de produits fabriqués, façonnés, transformés, etc., dépasse 300.000 francs.

b) Ceux qui prennent volontairement la qualité de producteurs :

- Peuvent prendre la position de producteurs :
- 1° Les commerçants qui achètent ou importent des produits pour les revendre à d'autres fabricants ou à l'exportation.
- 2° Les commerçants exportateurs.
- 3° Les artisans qui sont fournisseurs d'autres producteurs.
- 4° Les producteurs non artisans, mais ne faisant pas plus de 300,00 francs de chiffre d'affaires. Il y a intérêt à se porter producteur :
- 1° Lorsque l'on peut vendre en franchise.
- 2° Lorsqu'il est plus avantageux de payer 6 0/0 sur ses ventes que 6 0/0 sur ses achats et 2 0/0 sur ses ventes.
- Conditions à remplir pour se porter producteur :
- 1° Il faut adresser une déclaration au receveur dans laquelle on s'engage à remplir toutes les obligations imposées aux producteurs soumis au régime de la taxe à 6 0/0.
- 2° Il faut fournir à l'appui de cette déclaration une déclaration de stocks.
- 3° Avoir reçu de chaque client une attestation indiquant qu'il est assujéti à la taxe de 6 0/0

2° Qu'elle soit faite à destination d'un commerçant en vue de la revente en l'état ou d'un consommateur.

Sont assimilés à des ventes à la consommation :

- Les ventes faites pour l'exercice de sa profession artisanale à un artisan remplissant les conditions prévues à l'article 23 du Code des impôts directs, et n'ayant pas pris la position de producteur.
- Les ventes faites à tous les assujettis à la taxe de 2 0/0 (voir ci-dessous).
- Les livraisons par un producteur d'objets ou de produits de sa fabrication à titre de prime à l'occasion de vente de produits non fabriqués par lui.
- Les ventes aux coopératives de consommation et groupements d'achats.
- Les ventes à des producteurs de produits qui ne sont pas destinés à être revendus en l'état, ou après transformation.
- Les ventes à des producteurs de produits qui ne sont pas destinés à être consommés par le premier usage au cours de la fabrication.
- Les livraisons qu'un producteur se fait à lui-même de produits reçus en suspension de taxe et utilisés pour des usages autres que la revente ou la consommation par le premier usage au cours de la fabrication.
- Les livraisons qu'un producteur se fait à lui-même de produits extraits ou fabriqués par lui et qu'il utilise dans une entreprise une affaire de prestations de service ou de ventes à consommer sur place.

b) Importations taxables :

Ce sont les importations faites à destination soit d'un consommateur, soit d'un commerçant, en vue de la revente en l'état.

c) Opérations qui se font en suspension de taxe :

Ce sont :

- 1° Les ventes entre producteurs soumis à la taxe de 6 0/0 de produits destinés à la revente en l'état, à la revente après transformation, ou à la consommation par le premier usage au cours de la fabrication.
- 2° Les importations à destination de producteurs soumis à la taxe de 6 0/0 des mêmes produits.

C. — Assiette et perception de la taxe

a) Assiette de la taxe :

- 1° *Ventes intérieures.* — Le chiffre d'affaires imposable est le montant des ventes autres que celles portant sur des produits exonérés ou que celles faites sous le couvert d'une attestation. Il faut comprendre dans le montant de la vente la taxe, les droits de consommation à la charge de la marchandise, même si ces droits ne sont pas acquittés à l'occasion de la livraison.
- 2° *Livraisons faites à lui-même par un producteur de produits reçus en suspension de taxe, et qu'il utilise pour des usages autres que la revente ou la consommation par le premier usage au cours de la fabrication.* — La valeur imposable, dans ce cas, est le prix d'achat de ses produits par le producteur.
- 3° *Livraisons faites par lui-même par un producteur de produits extraits ou fabriqués par lui et qu'il utilise dans une entreprise, une affaire de prestation de service ou de vente à consommer sur place.* — Dans ce cas, la valeur imposable est le prix normal de vente des produits similaires.
- 4° *Echanges.* — La valeur imposable est constituée par la valeur des objets reçus, majorés de la soulte.
- 5° *Livraisons de primes.* — La valeur imposable est celle qui est attribuée à ces primes fabriquées par lui, et distribuées à l'occasion de ventes de produits déjà grevés de la taxe, par le commerçant distributeur. La valeur minimum est la valeur commerciale.
- 6° *Ventes effectuées par des filiales.* — La taxe due est assise non pas sur le prix de vente de la société productrice à la société acheteuse, mais sur le prix de vente appliqué par cette dernière.
- 7° *Importations.* — La valeur imposable est celle que les marchandises ont dans le lieu et au moment où elles sont présentées à la douane, y compris les droits d'importation, les taxes

c) Fait générateur :

C'est la livraison des marchandises.

d) Liquidation :

La perception suit les sommes de 1 franc en 1 franc exclusivement et sans fraction.

e) Perception, pénalités, contentieux :

Les règles relatives à l'ancienne taxe sur le chiffre d'affaires restent applicables, sauf sur quelques points particuliers.

D. — Obligations des redevables

a) Facturation :

- 1° *Ventes taxables.* — La facture doit porter la mention « taxe perçue pour le Trésor ».
- 2° *Ventes en suspension de taxe.* — Elles doivent se faire avec la mention « marchandises livrées en suspension de la taxe unique ».

b) Attestations :

- 1° Tous les producteurs qui veulent recevoir leurs marchandises en suspension de taxe doivent se faire ouvrir un compte par chacun de leurs fournisseurs, et leur remettre une attestation mentionnant les noms, prénoms et adresses et professions de l'acheteur et du vendeur.
- L'attestation certifie que l'acheteur est assujéti à la taxe de 6 0/0 et que ses achats en suspension de taxe seront pris en charge par lui. L'attestation doit être visée par les contributions indirectes; elle doit être faite en double exemplaire, dont l'un est destiné au dossier fiscal du redevable, elle n'est valable qu'un an et doit être renouvelée chaque année avant le 15 janvier.
- Les producteurs s'approvisionnant auprès d'un très grand nombre de fournisseurs peuvent remplacer les attestations par des papillons, et remettre un ordereau récapitulatif des fournisseurs aux contributions indirectes.
- 2° Les importateurs qui veulent rentrer en France leurs marchandises en suspension de taxe, doivent déposer aux bureaux de douane par lesquels ils effectuent leurs importations, une demande générale d'exonération et une attestation pour chaque importation.
- 3° Tous les producteurs qui vendent leurs produits en suspension de taxe doivent soigneusement garder les attestations reçues de leurs clients, car l'administration est en droit d'en demander la représentation, et d'attacher à cette représentation le report d'exigibilité de la taxe.

c) Déclarations :

- 1° *Déclaration d'existence.* — Cette déclaration doit être faite par tout producteur au bureau du receveur des contributions indirectes dans le ressort duquel il exerce sa profession, au bureau du receveur des douanes s'il est transitaire ou commissionnaire en douane, au bureau du receveur de l'enregistrement s'il est banquier, changeur, escompteur, agent de change, remisier, coulisier, assureur, courtier d'assurances, courtier maritime, ou s'il exerce une profession se rapportant au commerce des valeurs et de l'argent ou s'il est marchand de biens. Cette déclaration doit être faite avant le 1^{er} mars.
- 2° *Déclarations de ceux qui se portent producteurs.* — (Voir ci-dessus.)
- 3° *Déclaration des redevables de la taxe de 6 0/0 dont le chiffre d'une année tombe en dessous de 300.000 francs, et qui demandent à bénéficier du régime de la taxe à 2 0/0.* — Cette déclaration se fait au même endroit que la déclaration d'existence et avant le 15 janvier. Elle doit être motivée et accompagnée d'un état détaillé des stocks de marchandises reçus en suspension de la taxe. Le producteur devra acquitter la taxe de 6 0/0 sur le prix d'achat desdites marchandises.
- 4° *Déclaration des stocks au 31 janvier 1937.* — (Voir ci-dessous régime transitoire.)

d) Comptabilité :

- 1° *Les sociétés ayant des filiales* sont soumises à une comptabilité particulière, définie par l'article 18 du décret du 27 janvier 1937.
- 2° Tout producteur devra avoir une comptabilité régulière ou un livre spécial faisant ressortir d'une part les ventes taxables à 6 0/0 (désignation de la vente, client, adresse, montant de

- *Présentation commerciale du produit.* — La loi et le décret considèrent comme producteurs ceux qui effectuent les opérations de façon ou de transformation en vue de donner au produit la présentation commerciale sous laquelle il sera livré au consommateur pour être utilisé ou consommé par ce dernier, mais ne devient producteur que l'intermédiaire qui s'est effectivement substitué au fabricant pour réaliser la présentation commerciale.
- *Vente sous un nom ou sous une marque.* — Le fait de vendre des produits sous son nom ou sa marque n'attribue la qualité de producteur que s'il confère au produit une valeur particulière susceptible d'augmenter sa valeur commerciale, et s'il prête aux produits, aux yeux de la clientèle, une origine autre que son origine effective.
- 3° *Il faut que le montant total des ventes des produits fabriqués, façonnés, transformés, présentés commercialement ou vendus sous leur nom ou leur marque dépasse annuellement 300,000 francs.* — Sont soumis au régime de la taxe à 6 0/0, non seulement ceux qui remplissent les conditions ci-dessus, et qui sont uniquement fabricants, façonniers, transformateurs, etc., mais aussi ceux qui sont en même temps commerçants. Il suffit, dans ce deuxième cas, que le montant annuel des ventes de produits fabriqués, façonnés, transformés, etc., dépasse 300,000 francs.

b) Ceux qui prennent volontairement la qualité de producteurs :

- Peuvent prendre la position de producteurs :*
- 1° Les commerçants qui achètent ou importent des produits pour les revendre à d'autres fabricants ou à l'exportation.
- 2° Les commerçants exportateurs.
- 3° Les artisans qui sont fournisseurs d'autres producteurs.
- 4° Les producteurs non artisans, mais ne faisant pas plus de 300,00 francs de chiffre d'affaires.
- Il y a intérêt à se porter producteur :*
- 1° Lorsque l'on peut vendre en franchise.
- 2° Lorsqu'il est plus avantageux de payer 6 0/0 sur ses ventes que 6 0/0 sur ses achats et 2 0/0 sur ses ventes.
- Conditions à remplir pour se porter producteur :*
- 1° Il faut adresser une déclaration au receveur dans laquelle on s'engage à remplir toutes les obligations imposées aux producteurs soumis au régime de la taxe à 6 0/0.
- 2° Il faut fournir à l'appui de cette déclaration une déclaration de stocks.
- 3° Avoir reçu de chaque client une attestation indiquant qu'il est assujéti à la taxe de 6 0/0 et qu'il prend cette dernière en charge, ou pouvoir justifier de ses exportations.

c) Les déclarants en douane :

- Le déclarant en douane est redevable de la taxe pour les importations faites à destination d'un consommateur ou d'un commerçant.
- Cependant, l'importateur peut recevoir ses produits en suspension de taxe à condition :
- 1° De déposer aux bureaux de douane par lesquels il effectue ses importations une demande générale d'exonération revêtue du visa des contributions indirectes.
- 2° De remettre aux déclarants en douane pour chaque importation une attestation.

B. — Opérations taxables

a) Ventes taxables :

- Pourqu'une vente soit taxable, il faut :
- 1° *Qu'elle soit faite en France.* — Une vente est réputée faite en France lorsqu'elle est réalisée aux conditions de livraison de la marchandise en France.

A. — Taxe à 2 0/0

a) Redevables et opérations taxables :

- Sont assujettis à la taxe de 2 0/0 :
- 1° Les producteurs ne vendant que des produits de leur fabrication ou à leur marque lorsque leur chiffre d'affaires annuel est inférieur à 300,000 francs. Ces producteurs effectuent leurs achats grevés de la taxe de 6 0/0, leurs ventes sont passibles de la taxe de 2 0/0.
- 2° Les producteurs ou fabricants en même temps commerçants lorsque le chiffre annuel des ventes de produits fabriqués ou vendus à leur marque est inférieur à 300,000 francs. Ces producteurs effectuent leurs achats grevés de la taxe de 6 0/0, leurs ventes de produits fabriqués ou vendus à leur marque supportent l'impôt de 2 0/0 ; leurs ventes de produits d'achats se font en franchise.
- 3° Les affaires portant sur la consommation sur place. Ainsi sont soumises à la taxe de 2 0/0 les fournitures de repas, les locations de chambres. Les débitants de boissons dont le chiffre d'affaires annuel dans le seul commerce des boissons est supérieur à 300,000 francs supportent également l'impôt de 2 0/0 sur toutes les affaires autres que celles portant sur des ventes de vins, cidres, poiré, hydromel, spiritueux, bière, eau minérale, boissons gazéifiées, sirops, ces dernières affaires étant expressément exonérées. Les débitants de boissons dont le chiffre d'affaires pour le seul commerce des boissons est inférieur à 300,000 francs sont exonérés pour toutes leurs affaires autres que celles ne relevant pas normalement de leur profession.
- 4° Les prestations et locations de services et en général toutes opérations autres que les ventes. Rentrent dans cette catégorie les opérations de commissions, courtage, façon et transport, etc., autres que celles expressément exonérées. (Voir ci-dessous).
- 5° Les opérations d'entreprise. C'est-à-dire celles des entrepreneurs de travaux ou de constructions. Ceux-ci reçoivent leurs matériaux grevés de la taxe de 6 0/0 ou acquittent cette taxe sur ceux qu'ils se livrent à eux-mêmes. Ils supportent la taxe de 2 0/0 sur la totalité de leurs ventes à l'entreprise.
- 6° Les opérations des marchands de biens et assimilés et les ventes de maisons rentrant dans les catégories prévues par l'article 2 de la loi du 25 mars 1936.
- 7° Les ventes ou importations d'articles d'occasion portant sur des objets anciens d'orfèvrerie, bijouterie, joaillerie, ameublement, curiosités, antiquités, etc. Les ventes de simples particuliers ne sont évidemment frappées que s'ils achètent en vue de la revente. Un même article faisant l'objet de ventes successives supportera la taxe autant de fois qu'il y aura de transactions.
- 8° Les ventes ou importations d'eau, de gaz et d'énergie électrique faites à des exploitants de services publics assurant la distribution de ces produits dans la mesure où elles ne peuvent pas bénéficier de l'exonération visée à l'article 5, 3° du décret du 27 décembre 1934.
- 9° Les mélasses destinées à la nourriture des animaux et les produits mélassés.

b) Assiette et perception de la taxe :

- 1° *Assiette.* — Le chiffre d'affaires imposable est déterminé par le montant des ventes, échanges

- en vue de la revente en l'état.
- c) **Opérations qui se font en suspension de taxe :**
- Ce sont :
- 1° Les ventes entre producteurs soumis à la taxe de 6 0/0 de produits destinés à la revente en l'état, à la revente après transformation, ou à la consommation par le premier usage au cours de la fabrication.
- 2° Les importations à destination de producteurs soumis à la taxe de 6 0/0 des mêmes produits.

C. — Assiette et perception de la taxe

a) Assiette de la taxe :

- 1° *Ventes intérieures.* — Le chiffre d'affaires imposable est le montant des ventes autres que celles portant sur des produits exonérés ou que celles faites sous le couvert d'une attestation. Il faut comprendre dans le montant de la vente la taxe, les droits de consommation à la charge de la marchandise, même si ces droits ne sont pas acquittés à l'occasion de la livraison.
- 2° *Livraisons faites à lui-même par un producteur de produits reçus en suspension de taxe, et qu'il utilise pour des usages autres que la revente ou la consommation par le premier usage au cours de la fabrication.* — La valeur imposable, dans ce cas, est le prix d'achat de ses produits par le producteur.
- 3° *Livraisons faites par lui-même par un producteur de produits extraits ou fabriqués par lui et qu'il utilise dans une entreprise, une affaire de prestation de service ou de vente à consommer sur place.* — Dans ce cas, la valeur imposable est le prix normal de vente des produits similaires.
- 4° *Echanges.* — La valeur imposable est constituée par la valeur des objets reçus, majorés de la soulte.
- 5° *Livraisons de primes.* — La valeur imposable est celle qui est attribuée à ces primes fabriquées par lui, et distribuées à l'occasion de ventes de produits déjà grevés de la taxe, par le commerçant distributeur. La valeur minimum est la valeur commerciale.
- 6° *Ventes effectuées par des filiales.* — La taxe due est assise non pas sur le prix de vente de la société productrice à la société acheteuse, mais sur le prix de vente appliqué par cette dernière.
- 7° *Importations.* — La valeur imposable est celle que les marchandises ont dans le lieu et au moment où elles sont présentées à la douane; y compris les droits d'entrée, les taxes intérieures et les droits perçus cumulativement avec les droits de douane.

b) Déductions possibles :

- 1° *Les frais de transport.* — On peut déduire du chiffre d'affaires imposable les débours afférents au transport sur territoire français des marchandises vendues à condition qu'il soit justifié de ces débours, et que le transporteur paye la taxe de 2 0/0 sur le prix du transport ou soit exonéré.
- 2° *La valeur des emballages consignés et que le client doit restituer.*
- 3° *30 0/0 du montant des ventes faites par un producteur dans des magasins de détail lui appartenant.*
- 4° Si la vente est effectuée par une société n'ayant pas la qualité de producteur, et qui est la filiale d'une société productrice, ou dont celle-ci est la filiale, la taxe est assise sur le prix de vente de la société acheteuse atténué de 30 0/0 pour les ventes faites par elle dans des magasins de détail lui appartenant. Cette atténuation ne peut pas réduire la base de l'imposition au-dessous du prix de vente de la société productrice à la société acheteuse.

TITRE II. -- RÉGIMES SPÉCIAUX

- tefois les redevables peuvent être autorisés à acquitter l'impôt d'après les débits ; dans ce cas, le fait générateur est constitué par le débit lui-même.
- 4° *Liquidation.* — La perception suit les sommes de 1 franc en 1 franc exclusivement et sans fraction.
- 5° *Perception, pénalités, contentieux.* — Les règles relatives à l'ancienne taxe sur le chiffre d'affaires restent applicables, sauf sur quelques points spéciaux.

c) Obligations des redevables :

- 1° *Déclarations.* — Déclaration d'existence. Tout redevable de la taxe de 2 0/0 même n'ayant pas la qualité de producteur est tenu de déposer avant le 1^{er} mars 1937 au bureau du receveur une déclaration d'existence (nom, prénoms, domicile, raison sociale, nature des opérations, emplacement de l'établissement).
- Déclaration de ceux qui se portent producteurs (voir régime général).
- Déclaration des redevables assujettis à la taxe de 2 0/0 en raison de leur chiffre d'affaires et dont le chiffre d'affaires d'une année passe au-dessus de 300,000 francs. Ce redevable doit faire une déclaration avant le 15 janvier, joindre un état des stocks reçus grevés de la taxe de 6 0/0. Ristourne lui sera faite de cette taxe par imputation sur le montant des droits dont il sera ultérieurement redevable.
- 2° *Comptabilité.* — A défaut de comptabilité régulière suffisamment claire, tout redevable de la taxe de 2 0/0 doit tenir un livre spécial et y inscrire au jour le jour le montant de chacune de ses opérations taxables (date, objet ou service vendu ou rendu, prix). Les opérations au comptant pour des valeurs inférieures à 300 francs peuvent être inscrites globalement à la fin de chaque journée. Le montant des opérations inscrites sur le livre sera totalisé à la fin de chaque mois.
- 4° *Relevé mensuel, paiement, état spécial pour affaires résiliées ou impayées.* — Règles identiques à celles applicables à la taxe à 6 0/0. Cependant, les redevables de l'impôt de 2 0/0 autres que les producteurs peuvent être dispensés de l'obligation du relevé mensuel s'ils ont une installation permanente et s'ils demandent à payer cet impôt sous le régime d'acomptes provisionnels mensuels.

B. — Exonérations

- a) Les professions agricoles, c'est-à-dire les personnes qui accomplissent des actes relevant des professions assujetties à l'impôt sur les bénéfices agricoles.
- b) Les produits agricoles originaires des colonies françaises, des pays de protectorat et territoires sous mandat énumérés au décret du 30 janvier 1937.
- c) Les opérations des artisans n'ayant pas pris la position de producteurs (exonérées de la taxe à 6 0/0 en vertu de l'article 3, § 4 de la loi et de la taxe à 2 0/0 en vertu de l'article 5, 3° de la loi).
- d) Les opérations de commission et de courtage portant sur des ventes de marchandises autres que celles soumises à la taxe de 2 0/0 (4° à 9° de l'énumération ci-dessus).
- e) Les opérations de courtage, de commission et de façon entrant dans le processus de distribution et de transformation des marchandises autres que celles soumises à la taxe de 2 0/0 (4° à 9° de l'énumération ci-dessus).

- suspension de taxe seront pris en charge par lui. L'attestation doit être visée par les contributions indirectes; elle doit être faite en double exemplaire, dont l'un est destiné au dossier fiscal du redevable, elle n'est valable qu'un an et doit être renouvelée chaque année avant le 15 janvier.
- Les producteurs s'approvisionnant auprès d'un très grand nombre de fournisseurs peuvent remplacer les attestations par des papillons, et remettre un *ordereau récapitulatif* des fournisseurs aux contributions indirectes.
- 2° Les importateurs qui veulent rentrer en France leurs marchandises en suspension de taxe, doivent déposer aux bureaux de douane par lesquels ils effectuent leurs importations, une demande générale d'exonération et une attestation pour chaque importation.
- 3° Tous les producteurs qui vendent leurs produits en suspension de taxe doivent soigneusement garder les attestations reçues de leurs clients, car l'administration est en droit d'en demander la représentation, et d'attacher à cette représentation le report d'exigibilité de la taxe.

c) Déclarations :

- 1° *Déclaration d'existence.* — Cette déclaration doit être faite par tout producteur au bureau du receveur des contributions indirectes dans le ressort duquel il exerce sa profession, au bureau du receveur des douanes s'il est transitaire ou commissionnaire en douane, au bureau du receveur de l'enregistrement s'il est banquier, changeur, escompteur, agent de change, remisier, coulisier, assureur, courtier d'assurances, courtier maritime, ou s'il exerce une profession se rapportant au commerce des valeurs et de l'argent ou s'il est marchand de biens. Cette déclaration doit être faite avant le 1^{er} mars.
- 2° *Déclarations de ceux qui se portent producteurs.* — (Voir ci-dessus.)
- 3° *Déclaration des redevables de la taxe de 6 0/0 dont le chiffre d'une année tombe en dessous de 300,000 francs, et qui demandent à bénéficier du régime de la taxe à 2 0/0.* — Cette déclaration se fait au même endroit que la déclaration d'existence et avant le 15 janvier. Elle doit être motivée et accompagnée d'un état détaillé des stocks de marchandises reçus en suspension de la taxe. Le producteur devra acquitter la taxe de 6 0/0 sur le prix d'achat desdites marchandises.
- 4° *Déclaration des stocks au 31 janvier 1937.* — (Voir ci-dessous régime transitoire.)

d) Comptabilité :

- 1° *Les sociétés ayant des filiales* sont soumises à une comptabilité particulière, définie par l'article 18 du décret du 27 janvier 1937.
- 2° Tout producteur devra avoir une comptabilité régulière ou un livre spécial faisant ressortir d'une part les ventes taxables à 6 0/0 (désignation de la vente, client, adresse, montant de la vente, déduction, montant net taxable), d'autre part, les ventes en suspension de taxe. Les ventes soumises à la taxe de 6 0/0 faites au comptant, mais portant sur les valeurs inférieures à 300 francs, peuvent être inscrites globalement à la fin de chaque journée.

e) Relevé mensuel, paiement, état spécial pour affaires résiliées ou impayées :

- 1° *Relevé mensuel.* — Les redevables de la taxe doivent adresser avant le 25 de chaque mois, au bureau du receveur compétent pour recevoir leur déclaration d'existence, un relevé de la comptabilité susindiquée.
- 2° *Paiement.* — Le paiement des droits est fait au moment de la remise du relevé. Le paiement peut se faire soit en numéraire, chèque postal, mandat-poste, mandat-carte, virement postal, soit au moyen d'un chèque barré Banque de France, pour les sommes supérieures à 100 francs, soit par obligation cautionnée pour les sommes supérieures à 300 francs, soit enfin par l'acceptation d'une traite.
- 3° *Etat spécial des affaires résiliées ou impayées.* — Le redevable dont certaines affaires ont été résiliées ou impayées, peuvent joindre à leur relevé mensuel un état spécial ayant pour but de permettre l'imputation de l'impôt sur ses prochains paiements.

- lorsque ces affaires sont effectuées par des débitants de boissons susceptibles de bénéficier du forfait en matière d'impôt sur les B. I. C.

- i) Les exonérations édictées par l'ancien code de la taxe sur le chiffre d'affaires.

C. — Taxes anciennes supprimées, fusionnées ou maintenues :

a) Taxes supprimées :

- Sont supprimées à compter du 1^{er} février 1937 :
- 1° L'ancien impôt sur le chiffre d'affaires;
- 2° L'ancienne taxe à l'importation;
- 3° Les anciennes taxes uniques sur les soufres, corps gras, sirops, biscuiterie, cacao, chocolat, confiserie au cacao, au beurre de cacao et au chocolat, confiserie au sucre, et produits assimilés, épices préparées et similaires, manioc, semoules, en pâtes, pâtes alimentaires, riz, tapioca, confitures, fruits d'importation, dérivés et tous produits consommables du lait, parfumerie et toilette, automobiles et cyclecars, carrosserie et remorques, spécialités pharmaceutiques, produits destinés à préparer des eaux minérales artificielles et des boissons gazeifiées;
- 4° L'impôt sur les transports de marchandises par voie ferrée, sur les transports par voie de navigation intérieure et par voie de mer dans certaines conditions.

b) Anciennes taxes uniques maintenues :

- Ce sont :
- 1° La taxe à l'abatage (portée à 0,15 au kilo vif pour les équidés);
- 2° La taxe unique sur les charbons;
- 3° La taxe unique sur les produits résineux;
- 4° La taxe unique sur les conserves alimentaires.

c) Anciennes taxes uniques qui seront fusionnées :

- 1° Seront fusionnées avec les droits indirects de consommation prévus par les codes des contributions directes et des douanes : les taxes uniques sur les vinaigres, acides acétiques, sels, poivre, denrées coloniales, piment, muscade, vanille, chicorée, alcool dénaturé, café, thé, sucre, vin et cidre, hydromel, spiritueux, bière, eau minérale, boissons gazéifiées.
- 2° Seront fusionnées avec les taxes intérieures et avec les droits de douane les taxes uniques sur les huiles minérales, de pétrole, de schiste, roches bitumeuses, tourbe de lignite ou leurs essences, dérivés et résidus, combustibles liquides, gas-oils, fuels-oils, road-oils, cokes de pétrole ou autres huiles minérales, brais mous ou durs de pétrole ou d'autres huiles minérales; produits visés ci-dessus, obtenus dans les conditions prévues à l'article 51 de la loi du 4 avril 1926 (parag. 1^{er}).
- Le décret de fusion a paru. C'est le décret du 16 janvier 1937 portant revision du tarif des douanes.
- 3° Seront fusionnées avec la taxe intérieure prévue à l'article 467 du Code des contributions indirectes les taxes uniques sur les benzines, benzols et toluènes;
- 4° Seront fusionnées avec la taxe de destination visée à l'article 459 du Code des contributions

- boissons dont le chiffre d'affaires pour le seul commerce des boissons est inférieur à 300.000 francs sont exonérés pour toutes leurs affaires autres que celles ne relevant pas normalement de leur profession.
- 4° Les prestations et locations de services et en général toutes opérations autres que les ventes. Rentrent dans cette catégorie les opérations de commissions, courtage, façon et transport, etc., autres que celles expressément exonérées. (Voir ci-dessous).
- 5° Les opérations d'entreprise, c'est-à-dire celles des entrepreneurs de travaux ou de constructions. Ceux-ci reçoivent leurs matériaux grevés de la taxe de 6 0/0 ou acquittent cette taxe sur ceux qu'ils se livrent à eux-mêmes. Ils supportent la taxe de 2 0/0 sur la totalité de leurs ventes à l'entreprise.
- 6° Les opérations des marchands de biens et assimilés et les ventes de maisons rentrant dans les catégories prévues par l'article 2 de la loi du 25 mars 1936.
- 7° Les ventes ou importations d'articles d'occasion portant sur des objets anciens d'orfèvrerie, bijouterie, joaillerie, ameublement, curiosités, antiquités, etc. Les ventes de simples particuliers ne sont évidemment frappées que s'ils achètent en vue de la revente. Un même article faisant l'objet de ventes successives supportera la taxe autant de fois qu'il y aura de transactions.
- 8° Les ventes ou importations d'eau, de gaz et d'énergie électrique faites à des exploitants de services publics assurant la distribution de ces produits dans la mesure où elles ne peuvent pas bénéficier de l'exonération visée à l'article 5, 3° du décret du 27 décembre 1934.
- 9° Les mélasses destinées à la nourriture des animaux et les produits mélassés.
- b) Assiette et perception de la taxe :**
- 1° *Assiette.* — Le chiffre d'affaires imposable est déterminé par le montant des ventes, échanges ou des livraisons, taxe comprise ou par le montant des courtages, commissions, remises, salaires, prix de locations, intérêts, escompte, agios et autres profits définitivement acquis.
- 2° *Déduction possible.* — Peuvent être déduits comme pour la taxe de 6 0/0 les débours afférents au transport des marchandises vendues.
- 3° *Fait générateur.* — Pour l'impôt de 2 0/0 le fait générateur est l'encaissement du prix. Tou-

- 2° *Comptabilité.* — A défaut de comptabilité régulière, notamment celle, tout redevable de la taxe de 2 0/0 doit tenir un livre spécial et y inscrire au jour le jour le montant de chacune de ses opérations taxables (date, objet ou service rendu ou rendu, prix). Les opérations au comptant pour des valeurs inférieures à 300 francs peuvent être inscrites globalement à la fin de chaque journée. Le montant des opérations inscrites sur le livre sera totalisé à la fin de chaque mois.
- 4° *Relevé mensuel, paiement, état spécial pour affaires résiliées ou impayées.* — Règles identiques à celles applicables à la taxe à 6 0/0. Cependant, les redevables de l'impôt de 2 0/0 autres que les producteurs peuvent être dispensés de l'obligation du relevé mensuel s'ils ont une installation permanente et s'ils demandent à payer cet impôt sous le régime d'acomptes provisionnels mensuels.

B. — Exonérations

- a) Les professions agricoles, c'est-à-dire les personnes qui accomplissent des actes relevant des professions assujetties à l'impôt sur les bénéfices agricoles.
- b) Les produits agricoles originaires des colonies françaises, des pays de protectorat et territoires sous mandat énumérés au décret du 30 janvier 1937.
- c) Les opérations des artisans n'ayant pas pris la position de producteurs (exonérées de la taxe à 6 0/0 en vertu de l'article 3, § 4 de la loi et de la taxe à 2 0/0 en vertu de l'article 5, 3° de la loi).
- d) Les opérations de commission et de courtage portant sur des ventes de marchandises autres que celles soumises à la taxe de 2 0/0 (4° à 9° de l'énumération ci-dessus).
- e) Les opérations de courtage, de commission et de façon entrant dans le processus de distribution et de transformation des marchandises autres que celles soumises à la taxe de 2 0/0 (4° à 9° ci-dessus) antérieurement à la perception de la taxe unique de 6 0/0.
- f) Les importations et les ventes intérieures de tourteaux, de maïs, flocons de céréales et aliments composés uniquement destinés à la nourriture du bétail.
- g) La crème de lait, les beurres et les fromages.
- h) Les affaires de consommation sur place s'appliquant à toutes les boissons non déjà exonérées

TITRE III. -- RÉGIME TRANSITOIRE

A. — Les anciennes taxes restent applicables aux opérations antérieures au 1^{er} février 1937

La nouvelle loi n'est applicable qu'à partir du 1^{er} février 1937.

- a) Les affaires exonérées par la nouvelle loi ou dont le régime d'imposition a été modifié et qui sont relatives à des produits livrés ou à des services rendus avant cette date, mais non encore réglées à cette date, restent soumises à l'impôt qui leur était applicable au moment de la livraison ou de la prestation de service.
- b) La déclaration et le paiement de l'impôt pour le mois de janvier 1937 se font en respectant les règles relatives à l'ancien impôt. Les redevables se libérant mensuellement acquitteront en février l'impôt afférent à leurs ventes de janvier, les forfaitaires verseront un tiers du montant de leur acompte trimestriel.

Les redevables forfaitaires dont le contrat aura été dénoncé au 31 décembre 1936 par eux-mêmes devront obtenir un nouveau forfait valable pour le mois de janvier seulement, à moins qu'ils n'annulent par une déclaration écrite leur demande de révision.

Les redevables forfaitaires dont le contrat aura été dénoncé au 31 décembre 1936 par l'administration payeront automatiquement leur ancien forfait prorogé pour le mois de janvier.

Il est bien entendu que le régime du forfait n'est plus applicable à partir du 1^{er} février 1937.

B. — Déclaration des stocks au 31 janvier 1937

a) Producteurs placés sous le régime de la taxe à 6 0/0 :

Déclaration avant le 1^{er} mars 1937 au receveur des contributions indirectes. La déclaration doit indiquer par espèces les quantités et valeurs du stock de matières premières ou produits destinés soit à la vente en l'état soit à être transformés en vue de la revente, soit à être consommés par le premier usage au cours de la fabrication.

La valeur à déclarer est le prix d'achat ou de revient. Les redevables pourront être admis à établir leurs déclarations de stocks en appliquant au résultat de leur dernier inventaire les modifications résultant des achats et des ventes effectués postérieurement. Les commerçants effectuant leur inventaire au 31 mars pourront être admis à déposer une déclaration provisoire, sauf à la compléter à la date de l'inventaire annuel. Ne devront pas être compris dans la déclaration :

- 1° Les matières, produits ou objets non susceptibles d'avoir donné lieu à une imposition quel-

conque au titre de la taxe sur le chiffre d'affaires, de la taxe à l'importation ou des taxes uniques spéciales.

- 2° Les produits ou objets reçus sous le couvert d'une exonération de la taxe sur le chiffre d'affaires ou de la taxe à l'importation.
- 3° Les produits finis ayant supporté une taxe unique spéciale, et devant à ce titre être considérés comme définitivement libérés.
- 4° Les produits exonérés de la taxe à 6 0/0 (crème de lait, beurres et fromages). Mais, devront y être compris tous autres produits, y compris les produits agricoles, transformés ou non, les intéressés étant passibles de la taxe à 6 0/0 sur la totalité de leurs ventes.

b) Commerçants, en même temps producteurs, soumis à l'impôt de 2 0/0 sur les ventes des produits de leur fabrication parce que le montant annuel desdites ventes n'excède pas 300.000 francs :

- 1° *Cas où ils ne sont pas soumis au régime du forfait.* — Déclaration avant le 1^{er} mars 1937. La déclaration doit porter sur les produits achetés pour être revendus en l'état (en effet, les produits de leur fabrication auront à acquitter le nouvel impôt de 2 0/0; ils ne pourront donc donner lieu à aucun précompte).

- 2° *Cas où ils sont placés sous le régime du forfait.* — Aucune déclaration n'est à fournir.

c) Commerçants purs n'ayant pas pris la position de producteurs :

- 1° *Cas où ils ne sont pas soumis au régime du forfait.* — Déclaration avant le 1^{er} mars 1937 au bureau du receveur des indirectes dont il dépend pour le paiement de l'impôt sur le chiffre d'affaires. La déclaration doit indiquer par espèces les quantités et valeurs des stocks en sa possession ou en cours de transport au 31 janvier 1937. La valeur à considérer est la valeur commerciale (prix de vente au 31 janvier 1937).

Les redevables se livrant à la fois à la vente en gros et à la vente au détail, devront faire une ventilation entre les stocks servant à chacune de ces catégories de ventes se référant à leurs opérations au cours de l'année 1936.

- 2° *Cas où ils sont placés sous le régime du forfait:* aucune déclaration n'est à fournir.

Établi avec la collaboration de la Société Fiduciaire de Contrôle et de Revision (51, Chaussée-d'Antin).

Paris. — Imprimerie du Temps, J. REITER, 5, rue des Italiens. — 2-1937.

b) Anciennes taxes uniques maintenues :

Ce sont :

- 1° La taxe à l'abatage (portée à 0,15 au kilo vif pour les équidés);
- 2° La taxe unique sur les charbons;
- 3° La taxe unique sur les produits résineux;
- 4° La taxe unique sur les conserves alimentaires.

c) Anciennes taxes uniques qui seront fusionnées :

- 1° Seront fusionnées avec les droits indirects de consommation prévus par les codes des contributions directes et des douanes : les taxes uniques sur les vinaigres, acides acétiques, sels, poivre, denrées coloniales, piment, muscade, vanille, chicorée, alcool dénaturé, café, thé, sucre, vin et cidre, hydromel, spiritueux, bière, eau minérale, boissons gazéifiées.

- 2° Seront fusionnées avec les taxes intérieures et avec les droits de douane les taxes uniques sur les huiles minérales, de pétrole, de schiste, roches bitumeuses, tourbe de lignite ou leurs essences, dérivés et résidus, combustibles liquides, gas-oils, fuels-oils, road-oils, cokes de pétrole ou autres huiles minérales, brais mous ou durs de pétrole ou d'autres huiles minérales; produits visés ci-dessus, obtenus dans les conditions prévues à l'article 51 de la loi du 4 avril 1926 (parag. 1^{er}).

Le décret de fusion a paru. C'est le décret du 16 janvier 1937 portant revision du tarif des douanes.

- 3° Seront fusionnées avec la taxe intérieure prévue à l'article 467 du Code des contributions indirectes les taxes uniques sur les benzines, benzols et toluènes;

- 4° Seront fusionnées avec la taxe de dénaturation visée à l'article 159 du Code des contributions indirectes la taxe de 2,40 0/0 sur les alcools ajoutés aux carburants. Cette fusion a été réalisée par un décret du 29 janvier 1937. (J. O. du 31);

- 5° Seront supprimées par fusion avec les droits de douane la taxe de statistique de formalité douanière et de timbre, la taxe sur les céréales secondaires et le riz, les taxes intérieures sur les essences, huiles minérales, raffinées ou lourdes et sur les white-spirits.

C. — Régime fiscal de l'écoulement des stocks

a) Producteurs placés sous le régime de la taxe à 6 0/0 :

Ces redevables appliquent à la valeur de leurs stocks déclarés le taux de 2 0/0; ils obtiennent ainsi la somme qu'ils ont le droit d'imputer sur le montant des droits dont ils deviendront ultérieurement redevables au titre de la taxe unique de 6 0/0.

Si le producteur vend en suspension de taxe pour l'intégralité de sa production il pourra transférer son droit au précompte à ses clients. A cet effet :

- 1° L'administration détermine le montant du précompte et ouvre au producteur un compte spécial au crédit duquel elle inscrit le précompte;

- 2° Lorsque le producteur vend à un client il remet une déclaration au receveur portant abandon du précompte au profit de son client et analysant la vente (nom, adresse de l'acheteur, quantité et valeur des marchandises vendues).

- 3° L'administration débite le compte du producteur d'une somme égale à 2 0/0 du montant de la vente. Il pourra y avoir plusieurs transferts successifs. Un intéressé qui reçoit un précompte par transfert ajoute ce précompte à celui auquel il a droit sur sa propre déclaration de stock.

b) Commerçants, en même temps producteurs, soumis à l'impôt de 2 0/0 sur les ventes des produits de leur fabrication parce que le montant annuel desdites ventes n'excède pas 300.000 francs :

- 1° *Cas où ils ne sont pas soumis au régime du forfait.* — Pour leurs ventes de produits d'achat ces commerçants sont à partir du 1^{er} février 1937 exonérés. Mais l'écoulement de leurs stocks doit se faire en payant l'ancienne taxe sur le chiffre d'affaires au taux de 4 0/0 pour les ventes en gros et de 2 0/0 pour les ventes au détail.

- 2° *Cas où ils sont soumis au régime du forfait.* — La taxe sur le chiffre d'affaires exigible sur les stocks au 31 janvier 1937 doit être recouvrée par versement des trois douzièmes du forfait annuel pour les détaillants, des six douzièmes pour les grossistes, des neuf vingt-quatrièmes pour les demi-grossistes.

c) Commerçants purs n'ayant pas pris la position de producteurs :

- 1° *Cas où ils ne sont pas soumis au régime du forfait.* — Même solution que dans le cas b) 1° précédent. La taxe de 2 ou de 4 0/0 est due jusqu'à ce que les ventes aient atteint dans l'ensemble la valeur du stock au 1^{er} janvier 1937. La valeur du stock est inscrite au débit d'un compte spécial. Chaque mois, grâce au relevé des ventes du mois précédant le compte est crédité. Lorsque le total des ventes déclarées sera égal au total des ventes inscrites au débit du compte, l'intéressé se trouvera libéré.

- 2° *Cas où ils sont placés sous le régime du forfait.* — (Voir ci-dessus b) 2°).

